

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 22/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION

Universaône
18 rue Felix Mangini
69009 Lyon

Référence : 2023-Is004SSP
Code AIOT : 0006108404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2023 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION implanté 5 rue du Pont Rouge 38300 Bourgoin-Jallieu. L'inspection a été annoncée le 01/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION
- 5 rue du Pont Rouge 38300 Bourgoin-Jallieu
- Code AIOT : 0006108404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV Centre Est Valorisation exploite un site de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux sur la commune de Bourgoin-Jallieu. Il s'agit de déchets industriels banals, de déchets issus de la collecte sélective auprès des ménages et de déchets d'équipements électriques.

L'activité du site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-09702 du 28 octobre 2008 modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2015 du 07 août 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection précédente
- État des stocks
- Dispositions constructives contre la propagation d'un incendie
- Protection des milieux aquatiques
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de l'inspection précédente	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, articles 7.4.3 et 7.4.4	/	Sans objet
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	Dispositions constructives contre la propagation d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 07/08/2015, article 2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 4.3.2	/	Sans objet
5	Contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 4.3.11 et 4.3.12	/	Sans objet
6	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1, 11 et 13	/	Sans objet
7	Gestion des déchets réceptionnés (rubriques 2714 et 2716)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet
8	Gestion des déchets réceptionnés (rubriques 2714 et 2716)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet
9	Gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)	Code de l'environnement, article R. 543-200-1 - II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site apparaît bien géré. Il n'a pas été relevé de non-conformité majeure. Des observations ont toutefois été émises concernant l'état des stocks, les conditions de stockage et le contrôle du débit en simultané des poteaux incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, articles 7.4.3 et 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : <u>Article 7.4.3 :</u> L'exploitant dispose à minima de: [...] - Un système de détection de fumée avec report d'alarme au niveau d'un poste de garde ou d'une télésurveillance ; [...] Le débit de 240 m3/h en fonctionnement simultané de tous les poteaux incendie nécessaires et hors besoins ordinaires de l'établissement (process, sanitaires, robinets d'incendie armés, etc) doit être assuré sans interruption pendant au moins deux heures. Une attestation des essais des poteaux incendie concernant ce débit sera réalisée et transmise au groupement d'analyse et de prévision des risques de l'état major du SDIS (SDIS - 24 rue René Camphin — 38600 Fontaine). <u>Article 7.4.4 :</u> [...] Ces consignes indiquent notamment : [...] - La procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Débit en simultané des poteaux incendie <p>Interrogé sur la réalisation du contrôle du débit en simultané des poteaux incendie ceinturant le site (n°149, 150, 219, 289 et 362), l'exploitant a indiqué avoir fait la demande auprès de la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère (CAPI) qui est responsable de ces poteaux incendie. La CAPI a refusé et a invité l'exploitant à prendre l'attache d'une société privée pour réaliser ce contrôle.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec une société afin de réaliser ce contrôle. La date du contrôle n'a pas encore été fixée.</p> <p>Observation n°1 : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats du contrôle du débit en simultané des poteaux incendie ceinturant le site (149, 150, 219, 289 et 362).</p> <ul style="list-style-type: none">• Système de détection incendie <p>L'inspection a constaté la mise en place d'un système de détection incendie infra-rouge de type Triple IR sur le site. Cette détection couvre l'ensemble des zones de stockage.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'en cas de détection, un report d'alarme est réalisé en heures ouvrées vers un centre de télésurveillance et vers les téléphones portables des agents du site (chaîne d'appels) et en heures non ouvrées directement au SDIS.</p> Point soldé

- **Rétention des eaux d'extinction d'un incendie**

L'inspection a constaté la création d'un bassin de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie à l'ouest du site. Ce bassin, qui initialement devait servir pour l'infiltration des eaux de pluie mais qui remplissait mal son office en raison des terres trop argileuses, a été recouvert d'une géomembrane pour assurer son étanchéité et servir de rétention.

L'exploitant a précisé que compte tenu de la topographie du site, l'ensemble des eaux d'extinction du site s'écoulerait par gravité vers ce bassin. Il demeure toutefois nécessaire de fermer les trois vannes barrage du site pour s'assurer du confinement total du site (vanne en aval du bassin, vanne au niveau du réseau d'eaux pluviales au centre sud du site et vanne au niveau du réseau d'eaux pluviales au nord-est du site).

À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté sa consigne mise à jour pour la fermeture des vannes barrages.

Point soldé

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 49 - État des matières stockées

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté son état des stocks hebdomadaire. L'état des stocks est basé sur une estimation visuelle du volume des différents stockages. Des photos des différents stockages sont présentées dans l'état des stocks à côté de l'estimation du volume.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ne figurent pas dans l'état des stocks du site alors que des DEEE sont présents sur le site. L'exploitant indique que la zone de stockage des DEEE est louée à la société ENVIE qui a en charge la gestion des DEEE.

Observation n° 2 : Même si la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) est sous-traitée à la société ENVIE, la société SUEZ RV, en sa qualité d'exploitant titulaire de l'autorisation d'exploiter le site au titre de la réglementation des installations classées, doit intégrer les DEEE dans son état des stocks.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions constructives contre la propagation d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2015, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 2.2 :</u> Des murs coupe-feu 2 heures doivent être implantés sur le site conformément à la figure 18 du dossier de déclaration de modification en juin 2014.[...]
Constats : L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance en juillet 2017 en vue d'améliorer les conditions d'exploitation de son site, notamment au niveau des flux logistiques internes. La modification des zones de stockage conduit à la modification des hauteurs des murs coupe-feu fixées dans l'arrêté préfectoral du 07/08/2015. Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir à nouveau modifié l'emplacement de certains stockages pour limiter les envols de déchets et pour fluidifier les opérations de logistiques. Le porter à connaissance présentant ces modifications n'a pas encore été transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant a toutefois présenté en séance les modélisations des flux thermiques en cas d'incendie dans cette nouvelle configuration afin de montrer qu'aucun flux ne sort des limites du site. Observation n°3 : L'exploitant transmettra au préfet un porter à connaissance relatif aux modifications apportées sur son site conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement au plus tard le 30 avril 2023. Lors de la visite, l'inspection a contrôlé la hauteur des murs coupe-feu. Ces murs entre les stockages sont constitués de blocs coupe-feu modulables. Les hauteurs constatées des murs coupe-feu sont conformes aux hauteurs indiquées dans le porter à connaissance de juillet 2017, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - 4,4 m au niveau de la zone de stockage actuelle de bois et de déconditionnement (ouest / sud-ouest du site) - 3,3 m au niveau de la zone de stockage actuelle de DIB, des bennes (cartons, plastiques, ferrailles...), des balles plastiques et du plastique en vrac (à l'ouest du bâtiment secondaire) ; - 4 m au niveau de l'auvent du bâtiment secondaire. La configuration du mur a été modifiée. Ce mur faisait toute la largeur du bâtiment secondaire dans le porter à connaissance de 2017. Au jour de la visite, le mur forme à présent un L pour isoler le stockage de collective sélective du stockage de DEEE. - toute la hauteur du bâtiment secondaire sur les façades nord et ouest ; - 3,3 m au niveau des balles papiers, cartons situées dans le bâtiment principal. Lors de la visite, l'inspection a constaté que la hauteur du stockage des plastiques en vrac dépassait la hauteur du mur coupe-feu risquant ainsi la propagation d'un incendie vers la zone attenante. L'exploitant a indiqué que la propagation d'un incendie de la zone des plastiques en vrac vers la zone attenante n'est pas de nature à générer des flux en dehors des limites du site. Observation n°4 : L'inspection des installations classées considère que l'exploitant doit limiter la hauteur de ses stockages en fonction de la hauteur des murs coupe-feu de manière à ce qu'un incendie ne puisse pas se propager en passant par-dessus le mur coupe-feu. À défaut, il ne peut pas valoriser les murs de séparation des zones de stockage en murs coupe-feu et ne doit donc pas tenir compte de la présence de ces murs dans les modélisations incendie. Dans le porter à connaissance qu'il doit remettre pour le 30 avril 2023, l'exploitant se positionnera sur les murs de séparation qu'il valorise en murs coupe-feu et devra réaliser les modélisations incendie en cohérence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 4.3.2</u> La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité [...]. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. [...]
Constats : Le site dispose de trois séparateurs d'hydrocarbures. L'exploitant a indiqué vidanger les séparateurs d'hydrocarbures au moins une fois par an. En 2022, ils ont été vidangés deux fois. À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les bordereaux de suivi de déchets correspondants aux boues extraites des séparateurs d'hydrocarbures lors des deux opérations de vidange du 24/05/2022 et du 30/11/2022. Les boues ont été envoyées chez SCORI à Givors.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 4.3.11 et 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 4.3.11. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES</u> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 et 3 DCO : 300 mg/l DBO5 : 100 mg/l MES : 100 mg/l HC totaux : 5 mg/l pH : 5,5 à 8,8 Température : <30°C <u>Article 4.3.12. FRÉQUENCE DES MESURES</u> Au moins une fois par semestre, les mesures sur les paramètres visés aux articles ci-dessus sont effectués par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés.

Constats :

Interrogé sur la date du dernier contrôle des eaux pluviales, l'exploitant a indiqué qu'il remonte au 05/08/2021. Il a précisé avoir rencontré des difficultés sur les prélèvements lors de l'année 2022. Un premier prélèvement a été réalisé en juin 2022, mais les échantillons n'ont pas été analysés car le transporteur n'aurait pas remis les échantillons au laboratoire. L'exploitant a présenté en séance un mail du prestataire reconnaissant cette anomalie. Le prestataire est intervenu une nouvelle fois le 13/12/2022, mais n'a pas pu réaliser de prélèvement aux points de rejets des eaux pluviales en raison du manque d'eau. Un compte-rendu de l'intervention du prestataire présenté en séance mentionne effectivement l'impossibilité du prélèvement par manque d'eau. Par conséquent, en 2022, un unique prélèvement a été réalisé en sortie de l'aire de distribution de carburants au niveau d'un point interne qui ne constitue pas un point de rejet vers l'extérieur du site. Les analyses réalisées sur ce point montrent des concentrations en polluants inférieures aux valeurs limites prescrites au niveau des points de rejets.

À la demande de l'inspection, l'exploitant a également présenté les résultats d'analyses du dernier contrôle au niveau des points de rejets (prélèvements du 05/08/2021). Les concentrations mesurées en polluants sont conformes aux valeurs limites prescrites.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1, 11 et 13

Thème(s) : Autre, Registre déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :Article 1

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet [...];

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-

<p>organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p><u>Article 11</u> Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.</p> <p><u>Article 13</u> Les registres spécifiés aux articles 1er à 9 du présent arrêté peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté une extraction de son registre déchets. Le registre déchets est intégré à un éditeur informatique nommé « CLEAR », constituant le logiciel de travail de l'exploitant pour la gestion des déchets du site.</p> <p>L'inspection a constaté que le registre déchets de l'exploitant comprend bien tous les items prescrits par l'arrêté ministériel 31/05/2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Gestion des déchets réceptionnés (rubriques 2714 et 2716)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Autre, Procédure d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 13</p> <p>[...]</p> <p>II. Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques

des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. [...]
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage la procédure d'information préalable à partir d'une entrée de déchets mentionnée dans le registre déchets de l'exploitant. Les déchets contrôlés correspondent à des déchets industriels banals provenant de la société MERCK avec un code déchet 200301, une quantité de 1,42 tonnes acceptée sur le site le 1er décembre 2022. L'exploitant a présenté la fiche d'information préalable correspondante. Aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des déchets réceptionnés (rubriques 2714 et 2716)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Autre, Procédure d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 13</u> [...] III. Procédure d'admission L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou
- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

Constats :

Interrogé sur les contrôles réalisés à la réception de déchets sur le site, l'exploitant a indiqué vérifier dans un premier temps dans son éditeur CLEAR que le déchet était attendu (vérification du client et de l'information préalable). En l'absence d'anomalie, le véhicule apportant les déchets est pesé au pont bascule à l'entrée du site puis est orienté vers la zone de déchargement adéquate. Lors du déchargement, un contrôle visuel des déchets déchargés est réalisé. En l'absence d'anomalie, l'opérateur de contrôle valide la conformité de la livraison via un outil en ligne. Dès lors que la conformité des déchets est validée, l'outil délivre le bon de pesée qui est remis au client.

En cas de déchets non-conformes et selon la provenance, soit le transporteur repart avec le déchet non-conforme, soit l'exploitant stocke sur son site le déchet non-conforme et le fait éliminer vers la filière appropriée (bouteilles de gaz notamment).

Dans la continuité du contrôle par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter l'accusé de réception de la livraison des DIB provenant de Merck du 1er décembre 2022. L'exploitant a présenté le bon de pesée correspondant attestant que la livraison a été contrôlée comme conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 543-200-1 - II
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des DEEE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article R. 543-200-1</u> [...] II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. [...]
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Traitement des DEEE sur site hors TTR <p>L'exploitant ne fait pas d'opérations de traitement sur les DEEE autres que du tri, transit, regroupement (TTR).</p> <ul style="list-style-type: none">• Contractualisation avec un éco-organisme agréé <p>L'exploitant dispose d'un contrat écrit relatif à la gestion des DEEE avec l'éco-organisme agréé ECOSYSTEM. À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le contrat par mail du 22 février 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet